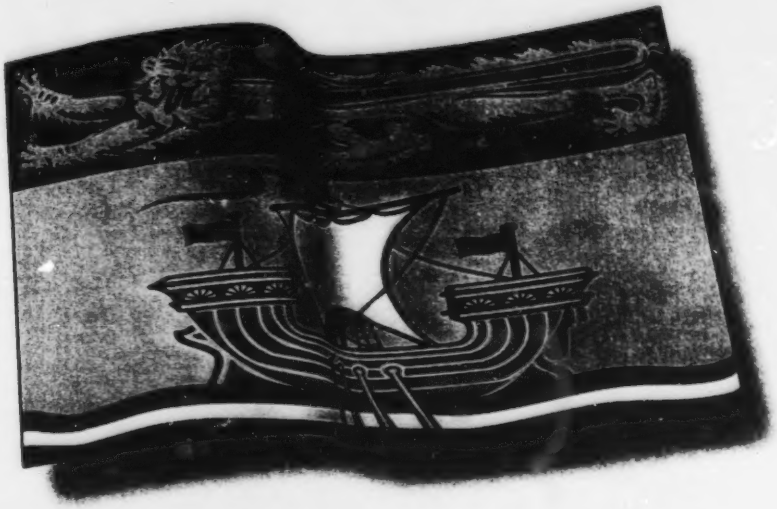


Financial and Economic Update

Mise à jour financière et économique

2001-2002

Peter Mesheau
Minister of Finance | **November 23, 2001**
Ministre des Finances | **le 23 novembre 2001**

New Nouveau Brunswick

Financial and Economic Update 2001-2002

Published by:
Department of Finance
Province of New Brunswick
P.O. Box 6000
Fredericton, New Brunswick
E3B 5H1
Canada

Internet: www.gnb.ca/finance

November 2001

Cover:
Communications New Brunswick

Translation:
Debates Translation, Legislative Assembly

Typesetting:
Queen's Printer for New Brunswick

Printing and Binding:
Printing Services, Supply and Services

ISBN 1-55236-795-9

Printed in New Brunswick

Mise à jour financière et économique 2001-2002

Publié par :
Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finance

Novembre 2001

Couverture :
Communications Nouveau-Brunswick

Traduction :
Traduction des débats, Assemblée législative

Photocomposition :
Imprimeur de la Reine pour le Nouveau-Brunswick

Imprimerie et reliure :
Services d'imprimerie, Approvisionnement et Services

ISBN 1-55236-795-9

Imprimé au Nouveau-Brunswick

Think Recycling! **Pensez à recycler!**

Introduction

Mr. Speaker, "Securing our Financial and Economic Future" is a key theme of this year's Speech from the Throne. At a time of increased uncertainty about the state of the Canadian and global economies, New Brunswickers are looking for assurances that their government is planning ahead. Today I am presenting a financial and economic update that sets out the fiscal and economic situation facing our province and outlines some of the steps we have been taking and will continue to take to secure New Brunswickers' future.

Let me begin by setting out four key facts.

First, New Brunswick is not immune from a global slowdown. As the second-most trade dependent province in Canada and with over 80% of our exports going to the United States, we are affected when the United States economy slows down, as it is now doing.

Second, all provinces, not just New Brunswick, are facing the same situation to varying degrees. All are facing tightening financial circumstances. All are taking steps to manage their finances.

Third, September 11th clearly worsened an already weakened economy. Particular industries, notably travel and tourism, and financial markets, all lost ground as had the manufacturing and information technology sectors prior to it. This has created even more economic uncertainty.

Fourth, forecasts for the length and depth of the current national and international economic slowdown vary. It is not yet clear how long it will last or how deep it will be. Most forecasters are predicting the current slowdown will continue well into next year.

We knew this could be the case. That is why the government's March 27, 2001 budget stated: "The economic slowdown being experienced in the United States and other parts of the world is having an impact here in Canada. While its ultimate effect remains unclear, we must not plan our economic future wearing rose-coloured glasses."

Mr. Speaker, we have not done so and will not do so. Our planning is realistic, focused, and long-term. Despite the significant financial and economic challenges ahead, we are determined to meet them squarely and fairly.

Introduction

Monsieur le président, « assurer notre avenir financier et économique » est un thème clé du discours du trône de cette année. En une période d'incertitude accrue quant à l'état de l'économie canadienne et mondiale, les gens du Nouveau-Brunswick veulent avoir des garanties que leur gouvernement planifie pour l'avenir. Je présente aujourd'hui une mise à jour financière et économique expliquant la situation financière et économique que connaît notre province et décrivant certaines des mesures que nous avons prises et continuerons de prendre pour assurer l'avenir des gens du Nouveau-Brunswick.

Je voudrais commencer en énonçant quatre faits clés.

Premièrement, le Nouveau-Brunswick n'est pas à l'abri d'un ralentissement mondial. Notre province vient au deuxième rang au Canada en ce qui concerne la dépendance sur les échanges commerciaux, et plus de 80 % de nos exportations se font vers les États-Unis ; nous sommes donc touchés quand l'économie des États-Unis ralentit, comme c'est le cas actuellement.

Deuxièmement, toutes les provinces, pas seulement le Nouveau-Brunswick, font face à la même situation à divers degrés. Toutes voient leur situation financière devenir plus difficile. Toutes prennent des mesures pour gérer leurs finances.

Troisièmement, il est clair que le 11 septembre a empiré une économie déjà affaiblie. Certaines industries, comme celle des voyages et du tourisme, ainsi que les marchés financiers, ont connu un recul, comme le secteur manufacturier et celui de la technologie de l'information l'avaient fait auparavant. Cela a aggravé encore davantage l'incertitude économique.

Quatrièmement, les prévisions varient quant à la durée et à la gravité du ralentissement économique actuel à l'échelle nationale et internationale. On ne sait pas encore combien de temps il durera ou à quel point il sera prononcé. Selon la plupart des prévisionnistes, le ralentissement en cours se poursuivra pendant une bonne partie de l'année prochaine.

Nous savions qu'une telle éventualité était possible. C'est pourquoi le budget du gouvernement, présenté le 27 mars 2001, indiquait ce qui suit : « Le ralentissement économique qui prévaut aux États-Unis et dans d'autres régions du monde a des répercussions ici au Canada. Même si son incidence ultime demeure incertaine, nous ne devons pas nous leurrer lorsque nous planifions notre avenir économique. »

Monsieur le président, nous ne nous sommes pas leurrés et nous ne le ferons pas. Notre planification est réaliste, concentrée et à long terme. Des défis financiers et économiques considérables nous attendent, mais nous sommes déterminés à les aborder de front et sans détour.

In fact, we began in our first budget when the Minister of Finance stated: "...the time to fix your roof is when the sun is shining". We knew that it was important to take steps to begin to address the basic structural problems we were facing as a province. That meant taking steps today to plan for tomorrow.

De fait, c'est ce que nous avons commencé à faire dans notre premier budget lorsque le ministre des Finances a déclaré : « il faut réparer le toit quand le soleil brille ». Nous savions qu'il était important de prendre des mesures pour corriger les problèmes structurels fondamentaux que nous connaissions en tant que province. Il fallait donc prendre des mesures aujourd'hui pour planifier l'avenir.

Those problems were set out clearly in the independent Grant Thornton audit undertaken during our first 200 days in office. That audit outlined a structural financial deficit facing the province if no corrective steps were taken.

De tels problèmes ont été exposés clairement dans la vérification indépendante effectuée par Grant Thornton pendant nos 200 premiers jours au pouvoir. Cette vérification décrivait un déficit structurel auquel la province ferait face si aucune mesure correctrice n'était prise.

Mr. Speaker, this could not stand. We did have a choice. We could have chosen the easy path. The path which had been chosen before us. It was the path to use creative accounting and hide the debt off the books. Hide the debt today, and pay for it tomorrow. That was not and is not the choice of this government, Mr. Speaker. It is not the legacy we want to leave to our children and grandchildren.

Monsieur le président, les choses ne pouvaient pas en rester là. Nous avions un choix. Nous aurions pu emprunter la voie facile, la voie qui avait été prise avant nous. Cette voie était celle des artifices comptables visant à dissimuler la dette : cacher la dette aujourd'hui, et la payer demain. Le gouvernement actuel n'a pas fait et ne fait pas un tel choix, Monsieur le président. Ce n'est pas l'héritage que nous voulons laisser à nos enfants et à nos petits-enfants.

This government chose a different path. We have chosen to take today's challenges and turn them into an opportunity to do what is right today and for the next generation. We charted a new course to embrace change and build a balanced approach to create greater opportunity for New Brunswickers now and in the future.

Le gouvernement actuel a choisi une voie différente. Nous avons choisi de relever les défis d'aujourd'hui et de les transformer en occasions de faire ce qu'il faut aujourd'hui et pour la prochaine génération. Nous avons tracé une nouvelle voie pour accepter les changements et formuler une approche équilibrée afin de créer de meilleures perspectives pour les gens du Nouveau-Brunswick aujourd'hui et dans l'avenir.

Change takes commitment and change takes a plan. That's why, beginning with our first budget and followed through once again with our second budget, this government took steps to manage smarter and focus on clear public priorities like health care and education. This balanced approach has led to balanced results. Two balanced budgets, record investments in health care and education, income tax relief for people and businesses, reductions in the Province's net debt, and the creation of a special Fiscal Stabilization Fund.

Le changement exige un engagement et doit être planifié. Voilà pourquoi le gouvernement actuel a commencé dans son premier budget et a continué dans son deuxième à prendre des mesures pour mieux gérer et à mettre l'accent sur des priorités d'intérêt public précises comme les soins de santé et l'éducation. Une telle approche équilibrée a donné des résultats équilibrés : deux budgets équilibrés, des investissements records dans les soins de santé et l'éducation, un allégement de l'impôt sur le revenu des particuliers et celui des entreprises, des réductions de la dette nette de la province et la création d'un Fonds de stabilisation financière spécial.

Mr. Speaker, we will continue our balanced approach to public finances and public priorities. It's right and it's working. But the job is not yet done. That is why we will continue to exercise strong fiscal discipline on behalf of all taxpayers.

Monsieur le président, nous poursuivrons notre approche équilibrée à l'égard des finances publiques et des priorités publiques. C'est ce qu'il faut faire, et cela fonctionne. Toutefois, le travail n'est pas encore terminé. C'est pourquoi nous continuerons à exercer une discipline financière rigoureuse au nom de tous les contribuables.

Let me summarize three key conclusions from today's financial and economic update.

Je voudrais résumer trois conclusions clés de la mise à jour financière et économique d'aujourd'hui.

First, economic growth this year will come in at about 1%, down from the projected 2.1% in the budget. Next year, we are currently expecting growth of only 1%, presenting significant revenue challenges to the government.

Second, New Brunswick will record a budget surplus this current fiscal year – the only province east of Ontario to do so. That surplus will be $8.7 million, a decrease of $26.1 million from the budget forecast.

Third, based on lower economic and revenue growth, coupled with higher expenditure pressures, without corrective measures New Brunswick could face a deficit of approximately $180 million next fiscal year.

I would now like to turn to the specifics of the financial and economic situation for this fiscal year and next.

Economic Outlook

Mr. Speaker, while the events of September 11th shocked and horrified the world, the global economy did not suddenly lurch to a halt. Prior to these events, the economy had already begun to weaken globally with the marked slowdown in the United States, a stalling recovery in Japan and moderating growth in Europe and most emerging countries.

In March, private sector forecasters estimated growth in real Gross Domestic Product for 2001 of 2.8% for Canada and 1.9% for the United States.

Recent data confirms the global economic slowdown, with the manufacturing sector and information technology sector leading the way. The Canadian economy stalled by mid-summer 2001. Growth estimates for Canada have fallen to approximately 1.4% today. For the United States, the present consensus is about 1.1%.

Measures taken by the Bank of Canada will help to soften the blow of the economic slowdown. Since January 2001, interest rates have been cut eight times, from a high of 5.75% to 3.0% at the end of October.

Premièrement, la croissance économique pour l'année en cours sera d'environ 1 %, une diminution par rapport au taux de 2,1 % prévu au budget. Pour la prochaine année, nous prévoyons actuellement une croissance de seulement 1 %, ce qui présentera au gouvernement d'importants défis du côté des recettes.

Deuxièmement, le Nouveau-Brunswick affichera un excédent budgétaire pour l'année financière en cours ; il sera la seule province à y parvenir à l'est de l'Ontario. L'excédent sera de 8,7 millions de dollars, soit 26,1 millions de moins que le montant prévu au budget.

Troisièmement, étant donné la plus faible croissance de l'économie et des recettes jointe à des pressions accrues du côté des dépenses, à défaut de mesures correctrices, le Nouveau-Brunswick pourrait faire face à un déficit d'environ 180 millions pour la prochaine année financière.

Je voudrais maintenant passer aux détails de la situation financière et économique pour l'année financière en cours et la prochaine année.

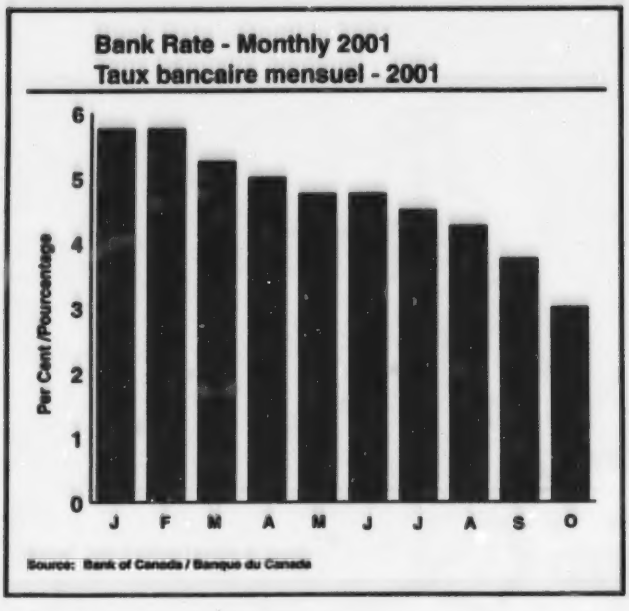
Perspectives économiques

Monsieur le président, bien que les événements du 11 septembre aient bouleversé et horrifié le monde, l'économie mondiale ne s'est pas immobilisée brusquement. Avant ces événements, elle avait déjà commencé à s'affaiblir à l'échelle mondiale avec le ralentissement marqué aux États-Unis, une reprise qui se fait attendre au Japon et une croissance modérée en Europe et dans la plupart des pays en expansion.

En mars, les prévisionnistes du secteur privé estimaient que la croissance du produit intérieur brut réel serait en 2001 de 2,8 % au Canada et de 1,9 % aux États-Unis.

Les données récentes confirment le ralentissement économique mondial, qui a commencé dans le secteur manufacturier et celui de la technologie de l'information. L'économie canadienne est devenue stagnante au milieu de l'été 2001. Les prévisions de croissance pour le Canada ont été ramenées à environ 1,4 % à l'heure actuelle. Pour les États-Unis, une prévision d'environ 1,1 % recueille le consensus.

Des mesures prises par la Banque du Canada aideront à atténuer l'impact du ralentissement économique. Depuis janvier 2001, les taux d'intérêt ont été réduits à huit reprises, passant d'un sommet de 5,75 % à 3,0 % à la fin octobre.



At the time of our budget, private sector economic forecasters projected real GDP growth for New Brunswick would be, on average, 2.2% in 2001. The Department of Finance projected 2.1% growth for the New Brunswick economy.

The average forecast for growth in New Brunswick in 2001 is now 1.0%. That is less than half of what had been predicted last March, but it is important for New Brunswickers to understand that growth remains positive.

Lorsque notre budget a été présenté, les prévisionnistes du secteur privé prévoyaient que la croissance du PIB réel du Nouveau-Brunswick serait, en moyenne, de 2,2 % en 2001. Le ministère des Finances prévoyait un taux de croissance de 2,1 % pour l'économie du Nouveau-Brunswick.

La prévision moyenne pour la croissance au Nouveau-Brunswick en 2001 se situe maintenant à 1,0 %. C'est moins de la moitié de ce qui avait été prédit en mars dernier, mais il est important que les gens du Nouveau-Brunswick comprennent que la croissance demeure positive.

Forecasts of Real Gross Domestic Product Growth / Prévisions sur la croissance du produit intérieur brut New Brunswick / Nouveau-Brunswick, 2001

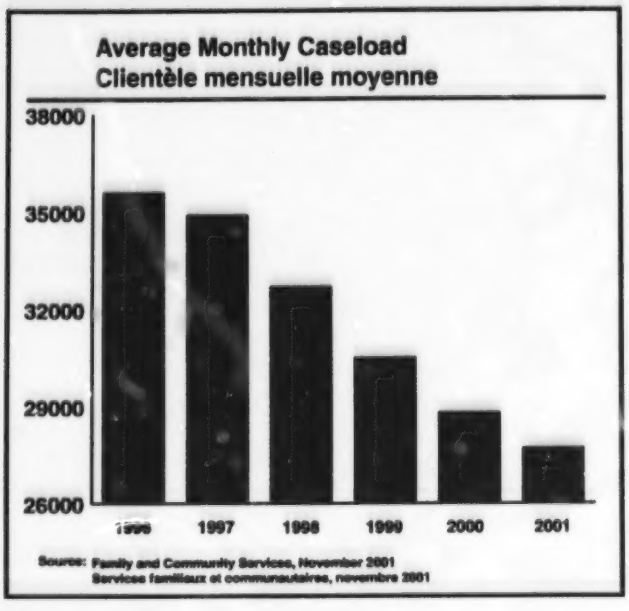
Institution / Établissement	2001 Forecasts at Budget / Prévisions pour 2001 lors du budget (per cent / pourcentage)	2001 Forecasts as of November 2001 / Prévisions pour 2001 en novembre 2001 (per cent / pourcentage)
Scotiabank / Banque Scotia	2.1	0.9
Bank of Montreal / Banque de Montréal	2.4	0.6
CIBC	2.5	1.0
Royal Bank / Banque Royale	2.8	1.4
TD Bank / Banque Toronto-Dominion	2.0	1.1
APEC / CEPA	2.4	1.0
Conference Board	1.1	0.8
Department of Finance / Ministère des Finances	***2.1***	***1.0***
Private Sector Forecasts / Prévisions du secteur privé		
Average / Moyenne	2.2	1.0

Mr. Speaker, overall, our economy has been performing relatively well. For example:

- As of October 2001, 336,600 New Brunswickers were employed in the province, an increase of more than 9,000 from two years ago.
- The average monthly social assistance caseload has fallen considerably, from over 30,000 two years ago to under 28,000 today. The number of households relying on social assistance is at its lowest level in almost two decades.
- Average weekly earnings for New Brunswickers have grown from $560.62 two years ago to $595.49 in August.

Monsieur le président, dans l'ensemble, le rendement de notre économie est relativement bon. En voici des exemples :

- En octobre 2001, 336 600 personnes du Nouveau-Brunswick étaient au travail dans la province, soit une augmentation de plus de 9 000 comparativement à il y a deux ans.
- La clientèle mensuelle moyenne de l'assistance sociale a diminué considérablement, passant de plus de 30 000 il y a deux ans à moins de 28 000 aujourd'hui. Le nombre de ménages qui dépendent de l'assistance sociale est au plus bas niveau depuis près de deux décennies.
- La rémunération hebdomadaire moyenne des gens du Nouveau-Brunswick est passée de 560,62 $ il y a deux ans à 595,49 $ en août.



It is this government's intention to build on these positive fundamentals to ensure continued growth this year and next. In concert with low inflation, low interest rates, and lower income tax burdens on individuals and businesses, New Brunswick is well positioned to weather the uncertainty we are experiencing.

Looking ahead to 2002, the outlook remains cloudy. Across North America, economic uncertainty is significant. Generally speaking, economic forecasters indicate that the recovery in the United States and Canada will begin in the second half of 2002. When it occurs, they think growth will accelerate relatively quickly. Current predictions for Canada show average economic growth of 1.5% for 2002, mainly in the last half of the year.

We now anticipate real GDP growth in New Brunswick will be roughly 1% in 2002. The Atlantic Provinces Economic Council recently released a report, indicating the same percentage increase.

Le gouvernement actuel a l'intention de tirer profit de tels facteurs économiques fondamentaux positifs pour assurer une croissance continue cette année et l'année prochaine. Compte tenu également du faible taux d'inflation, des taux d'intérêt peu élevés et d'une réduction du fardeau de l'impôt sur le revenu pour les particuliers et les entreprises, le Nouveau-Brunswick est bien placé pour surmonter l'incertitude que nous connaissons.

Un regard sur l'année 2002 indique que les perspectives demeurent sombres. Une grande incertitude économique plane sur toute l'Amérique du Nord. En général, les prévisionnistes indiquent que la reprise économique aux États-Unis et au Canada commencera dans la deuxième moitié de 2002. Ils estiment que, lorsqu'elle aura lieu, la croissance sera relativement rapide. Les prévisions actuelles pour le Canada indiquent une croissance économique moyenne de 1,5 % pour 2002, surtout dans la deuxième moitié de l'année.

Nous prévoyons maintenant que la croissance du PIB réel au Nouveau-Brunswick sera d'environ 1 % en 2002. Le Conseil économique des provinces de l'Atlantique a récemment publié un rapport indiquant le même pourcentage d'augmentation.

Fiscal Outlook 2001-02

I would now like to turn to the current fiscal situation. With a little over four months left in fiscal 2001-02, Mr. Speaker, today I am confirming that, as things now stand, the Province will end the current fiscal year with a small surplus.

Last March the government tabled a budget containing record investments in health care and education, as well as lower taxes for New Brunswick families, workers and businesses. The government estimated budgetary revenues of $5.0272 billion and budgetary expenditures of $4.9924 billion. The net result was a projected budgetary surplus of $34.8 million.

Mr. Speaker, our investments in health care and education, as well as the announced income tax cuts, are secure. Based on the latest data, we now expect budgetary revenues of $5.0491 billion and budgetary expenditures of $5.0404 billion. This will result in a revised budgetary surplus of $8.7 million for 2001-02, a reduction of $26.1 million from the budget projection.

As things now stand, New Brunswick's fiscal performance in 2001-02 exceeds that of the other eastern provinces. In fact, we are the only province in eastern Canada currently projecting a budgetary surplus this fiscal year. This has been achieved without drawing upon our Fiscal Stabilization Fund. New Brunswick's fiscal performance this year compares favorably with every other province which has released a recent financial update.

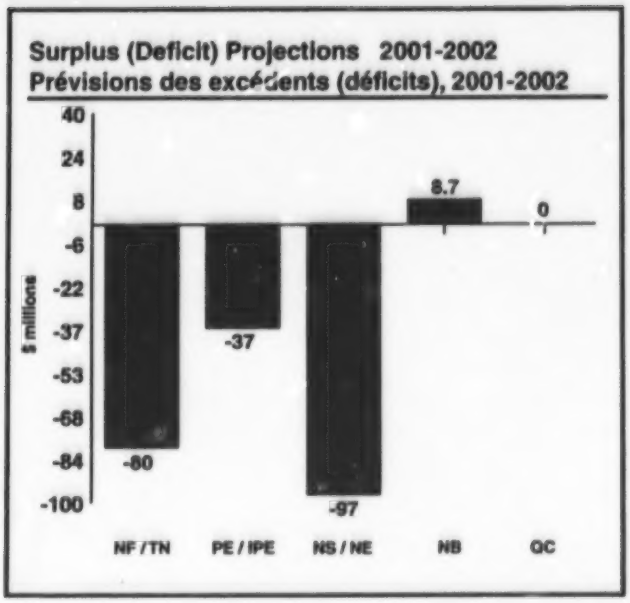
Aperçu financier pour 2001-2002

J'aimerais maintenant passer à la situation financière actuelle. Un peu plus de quatre mois avant la fin de l'année financière 2001-2002, Monsieur le président, je confirme aujourd'hui que, si la tendance se maintient, la province terminera l'année financière en cours avec un léger excédent.

En mars dernier, le gouvernement a déposé un budget qui prévoyait des investissements records dans les soins de santé et l'éducation ainsi que des impôts plus bas pour les familles, les travailleurs et travailleuses ainsi que les entreprises du Nouveau-Brunswick. Le gouvernement prévoyait des recettes budgétaires de 5,0272 milliards de dollars et des dépenses budgétaires de 4,9924 milliards. Le résultat net était un excédent budgétaire prévu de 34,8 millions de dollars.

Monsieur le président, nos investissements dans les soins de santé et l'éducation, ainsi que les réductions d'impôt sur le revenu annoncées, sont assurés. D'après les données les plus récentes, nous prévoyons maintenant des recettes budgétaires de 5,0491 milliards de dollars et des dépenses budgétaires de 5,0404 milliards. Cela donnera un excédent budgétaire révisé de 8,7 millions de dollars en 2001-2002, soit 26,1 millions de moins que ce qui était prévu au budget.

Dans l'état actuel des choses, le rendement financier du Nouveau-Brunswick en 2001-2002 dépasse celui des autres provinces de l'Est. De fait, nous sommes la seule province de l'est du Canada à prévoir actuellement un excédent budgétaire pour l'année financière en cours. Cela a été réalisé sans prélèvement sur notre Fonds de stabilisation financière. Le rendement financier du Nouveau-Brunswick pour cette année se compare avantageusement à celui de toutes les autres provinces qui ont publié récemment une mise à jour financière.



Mr. Speaker, we expect that, on balance, budgetary revenues will remain on track for 2001-02. Revenues are currently projected to be $21.9 million higher than at budget.

Provincial property tax revenues, lottery revenues, tobacco revenues and federal transfer payments are among those revenue sources anticipated to exceed budget forecasts.

There are revenues that are now anticipated to be lower than projected at budget. The shortfalls are in personal income taxes and the Harmonized Sales Tax, as a result of economic growth being slower than anticipated. In addition, return on investment and capital recoveries are anticipated to decline. On balance, our revised estimates show that revenue increases will offset revenue shortfalls.

On the expenditure side of the ledger, spending is up $48.0 million over budget.

The principal reason is that Department of Health and Wellness spending is $42.3 million higher than budget due to increased expenditures in Medicare, Hospital Services and the Prescription Drug Program, reflecting this government's strong commitment to renewing health care. Health care now represents 34.3% of budgetary expenditures.

Monsieur le président, nous prévoyons que, dans l'ensemble, nos recettes budgétaires se maintiendront pour 2001-2002. Selon les projections actuelles, les recettes dépasseront de 21,9 millions de dollars le montant prévu au budget.

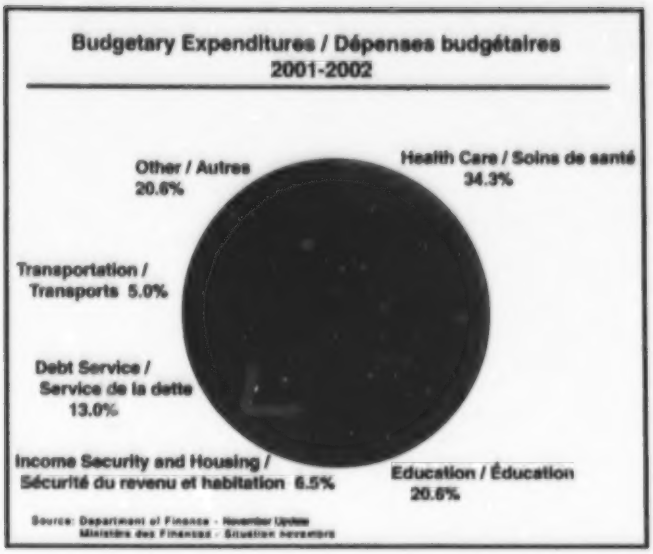
Les recettes générées par l'impôt foncier provincial, les loteries, le tabac et les paiements de transfert fédéraux sont au nombre des sources de recettes qui devraient dépasser les montants prévus au budget.

Il est maintenant prévu que certaines recettes seront moins élevées que le montant prévu au budget. Les manques à gagner sont au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe de vente harmonisée, par suite d'une croissance économique plus lente que prévu. De plus, le rendement des placements et les recouvrements de capital devraient diminuer. Dans l'ensemble, nos prévisions révisées indiquent que les augmentations de recettes compenseront les manques à gagner.

Pour ce qui est des dépenses, elles dépassent de 48,0 millions de dollars le budget prévu.

La raison principale est que les dépenses du ministère de la Santé et du Mieux-être dépassent de 42,3 millions de dollars le budget prévu, et ce, en raison des dépenses accrues au titre de l'assurance-maladie, des services hospitaliers et du Programme de médicaments sur ordonnance, ce qui manifeste le ferme engagement du gouvernement actuel à renouveler les soins de santé. Ceux-ci représentent maintenant 34,3 % des dépenses budgétaires.

102-02531/



These projections, Mr. Speaker, are based on the information we have today. While we are optimistic that we will remain in the black this fiscal year, there remains some uncertainty. Much is outside of our control. Revenues and expenditures will continue to be affected in the coming months, including payment flows from Ottawa and pension expenses.

Monsieur le président, les projections en question s'appuient sur les renseignements dont nous disposons aujourd'hui. Bien que nous ayons bon espoir de continuer d'afficher un excédent pour l'année financière en cours, une certaine incertitude demeure. De nombreux facteurs échappent à notre maîtrise. Des influences continueront de s'exercer sur les recettes et les dépenses au cours des prochains mois, notamment les rentrées de fonds en provenance d'Ottawa et les charges de retraite.

Fiscal Outlook 2002-03

Mr. Speaker, governments across the country will face considerable challenges to meet their fiscal targets in 2002-03. There is no doubt that the task of delivering a balanced budget in the coming fiscal year will require choices.

The reality is that slower economic growth will translate into slower growth in revenues. At the same time, the demand for public services continues to increase, particularly for health care.

Factoring in the impact of recent economic developments, and what we know today regarding revenues and expenditures, unless corrective measures are taken, the Province could be looking at a deficit of approximately $180 million for 2002-03. Left unchecked, this could grow even larger in subsequent years.

I can assure all New Brunswickers that we will act decisively to address this situation. We will not let this happen. Deficits today are taxes tomorrow. Difficult choices will be necessary but this

Aperçu financier pour 2002-2003

Monsieur le président, les gouvernements de l'ensemble du pays devront relever de grands défis afin d'atteindre leurs objectifs financiers en 2002-2003. Il ne fait pas de doute que la présentation d'un budget équilibré pour la prochaine année financière obligera à faire des choix.

La réalité est qu'un ralentissement de la croissance économique entraînera un ralentissement de la croissance des recettes. En même temps, la demande de services publics continue d'augmenter, particulièrement pour les soins de santé.

Compte tenu des répercussions de l'évolution économique récente et de ce que nous savons aujourd'hui à l'égard des recettes et des dépenses, à défaut de mesures correctrices, la province pourrait faire face à un déficit d'environ 180 millions de dollars en 2002-2003. Si rien n'était fait, ce déficit pourrait augmenter encore davantage pendant les années subséquentes.

Je peux assurer à la population du Nouveau-Brunswick que nous agirons avec fermeté pour corriger la situation. Nous ne laisserons pas une telle chose arriver. Les déficits d'aujourd'hui

government has never shied away from making the right choices. We will not roll back the gains that New Brunswickers have made over the last two years.

Securing our Financial and Economic Future

Mr. Speaker, I would now like to set out the steps we will be taking to secure our financial and economic future.

Our approach is a strategic, long-term one. It is confident and optimistic. It is realistic and focused. And it is competitive and compassionate.

As Premier Lord said recently, "For every financial downturn, there is an economic upswing. Those provinces and businesses that make the right choices today for the long term will be able to take maximum advantage of the economic upswing in the future."

That is exactly what we will do, Mr. Speaker. We will take steps today that will secure our future. We will not let the short-term challenges take away from our long-term goals.

The legacy we leave to our children cannot be higher and higher deficits, and deeper and deeper debt. We must live within our means, manage smarter and invest wisely.

That is why we have set a goal of a balanced budget for the next fiscal year. Given the financial and economic update I have just presented, achieving our goal will be challenging. That is why we are setting the following parameters to control expenditures and invest in growth:

First, we will focus on clear public priorities. Jobs, health care and education will remain our most important investment priorities.

Second, expenditure growth in all other areas will be managed tightly to ensure we meet our overall financial targets.

Following these parameters will take hard work and cooperation. By working together, people, communities, stakeholders and government, we can achieve our common goal of a more prosperous, competitive, and compassionate New Brunswick.

sont les taxes et les impôts de demain. Il faudra faire des choix difficiles, mais le gouvernement actuel n'a jamais reculé devant les bons choix à faire. Nous ne dissiperons pas les gains que les gens du Nouveau-Brunswick ont réalisés pendant les deux dernières années.

Sûreté de notre avenir financier et économique

Monsieur le président, je voudrais maintenant énoncer les mesures que nous prendrons pour assurer notre avenir économique et financier.

Notre approche est stratégique et à long terme. Elle est pleine de confiance et d'optimisme. Elle est réaliste et concentrée. Elle est également compétitive et empreinte de compassion.

Comme le premier ministre Lord l'a dit récemment : À tout ralentissement financier correspond une reprise économique ; les provinces et les entreprises qui font maintenant les bons choix à long terme pourront tirer pleinement parti de la reprise économique dans l'avenir.

C'est exactement ce que nous ferons, Monsieur le président. Nous prendrons aujourd'hui des mesures qui assureront notre avenir. Nous ne laisserons pas les défis à court terme nous détourner de nos objectifs à long terme.

Nous ne pouvons pas léguer à nos enfants des déficits de plus en plus élevés et une dette toujours croissante. Nous devons vivre selon nos moyens, mieux gérer et investir judicieusement.

C'est pourquoi nous avons fixé l'objectif d'un budget équilibré pour la prochaine année financière. Étant donné la mise à jour financière et économique que je viens de présenter, il sera difficile d'atteindre notre objectif. C'est pourquoi nous formulons les paramètres suivants pour maîtriser les dépenses et investir dans la croissance.

Premièrement, nous nous concentrerons sur des priorités d'intérêt public précises. Les emplois, les soins de santé et l'éducation demeureront nos plus importantes priorités d'investissement.

Deuxièmement, la croissance des dépenses dans tous les autres domaines sera gérée rigoureusement pour assurer que nous atteignons nos objectifs financiers globaux.

Le respect des paramètres mentionnés exigera beaucoup de travail et de coopération. Grâce à la collaboration entre la population, les collectivités, les intervenants et le gouvernement, nous pourrons atteindre notre objectif commun d'un Nouveau-Brunswick plus prospère, plus compétitif et plus empreint de compassion.

These steps are necessary to ensure we meet our immediate objective of a balanced budget. But in doing so, we must also encourage long-term growth, by improving the competitiveness of our tax system, and making strategic investments. Today's economic slowdown is tomorrow's economic opportunity if we seize that opportunity.

Competitive Taxation

Mr. Speaker, the recently tabled Speech from the Throne reiterates the government's commitment to further income tax relief for individuals and businesses. This government has lowered both personal and corporate income taxes, and will continue to do so.

During the past two years, significant income tax reductions have been implemented, including those targeted to low-income individuals and families. The 2001-02 budget resulted in the removal of over 15,000 individual taxpayers from the tax rolls, and New Brunswickers are keeping more of their hard-earned income. Personal income taxes alone have been reduced by $88 million.

Mr. Speaker, I am pleased to announce today that the government is undertaking another initiative aimed at reducing the corporate tax burden, stimulating the economy, and securing existing jobs. Amendments to the *Assessment Act* will be introduced to freeze industrial property assessments for pulp mills at 2000 levels, and assessments for certain other heavy industries at 2001 levels, for the 2002 taxation year. Furthermore, government will undertake a comprehensive review of property tax assessments for heavy industrial properties to ensure that our property tax regime does not act as a barrier to job creation and economic growth in New Brunswick.

Economic Growth Agenda

Mr. Speaker, the Speech from the Throne indicated the government's intention to release a comprehensive ten-year Prosperity Plan to make New Brunswick more globally competitive. The plan will focus on four main building blocks. They are investing in people, embracing innovation, building strategic infrastructure and ensuring a competitive fiscal and business environment. Based on these building blocks, this plan will set out our priorities for sustained economic growth in today's global, knowledge-based economy.

De telles mesures sont nécessaires pour nous permettre d'atteindre notre objectif immédiat d'un budget équilibré. Ce faisant, toutefois, nous devons aussi encourager la croissance à long terme en améliorant la compétitivité de notre régime fiscal et en faisant des investissements stratégiques. Le ralentissement économique d'aujourd'hui est la possibilité économique de demain si nous savons en profiter.

Régime fiscal compétitif

Monsieur le président, le discours du trône déposé récemment réitère l'engagement du gouvernement à accroître l'allégement de l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises. Le gouvernement actuel a réduit l'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt sur le revenu des corporations, et il continuera de le faire.

Au cours des deux dernières années, d'importantes réductions d'impôt sur le revenu ont été mises en vigueur, y compris celles visant les personnes et les familles à faible revenu. Par suite du budget de 2001-2002, plus de 15 000 contribuables ont été exonérés de l'impôt, et les gens du Nouveau-Brunswick conservent une plus grande partie de leurs revenus durement gagnés. À lui seul, l'impôt sur le revenu des particuliers a été réduit de 88 millions de dollars.

Monsieur le président, j'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui que le gouvernement prend une autre initiative visant à réduire le fardeau fiscal des corporations, à stimuler l'économie et à assurer les emplois actuels. Des modifications de la *Loi sur l'évaluation* seront présentées afin de bloquer aux niveaux de l'an 2000 l'évaluation des biens industriels des usines de pâte et de bloquer aux niveaux de 2001 l'évaluation de certaines autres industries lourdes, le tout pour l'année d'imposition 2002. En outre, le gouvernement entreprendra un examen approfondi de l'évaluation foncière des biens des industries lourdes pour s'assurer que notre régime d'impôt foncier ne constitue pas un obstacle à la création d'emplois et à la croissance économique au Nouveau-Brunswick.

Programme de croissance économique

Monsieur le président, le discours du trône a indiqué l'intention du gouvernement de publier un plan global de 10 ans pour la prospérité, qui visera à rendre le Nouveau-Brunswick plus compétitif sur la scène mondiale. Le plan mettra l'accent sur quatre composantes principales. Ce sont l'investissement dans la population, l'ouverture à l'innovation, l'aménagement d'une infrastructure stratégique et la création d'un contexte fiscal et commercial compétitif. Fondé sur ces composantes, le plan énoncera nos priorités pour une croissance économique durable dans l'économie mondialisée actuelle, axée sur le savoir.

The ten-year plan will help us prepare for a prosperous future, in a competitive and compassionate New Brunswick.

Le plan décennal nous aidera à nous préparer à un avenir prospère dans un Nouveau-Brunswick compétitif et empreint de compassion.

Fiscal Stabilization Fund

Mr. Speaker, the projected $8.7 million surplus for the current year means that, at this time, we will not need to access the $100 million Fiscal Stabilization Fund. This is particularly significant given that many other provinces have had to use their contingency reserves this fiscal year.

The purpose of this fund is to assist in stabilizing the fiscal position of the Province of New Brunswick from year to year and to improve long-term fiscal planning.

Fonds de stabilisation financière

Monsieur le président, l'excédent de 8,7 millions projeté pour l'année en cours signifie que nous n'avons pas besoin, pour le moment, de puiser dans le Fonds de stabilisation financière d'une valeur de 100 millions de dollars. Voilà un fait particulièrement significatif, car bien d'autres provinces ont dû utiliser leurs réserves pour éventualités pendant l'année financière en cours.

Le fonds a pour objet de faciliter la stabilisation de la situation financière du Nouveau-Brunswick d'année en année et d'améliorer la planification financière à long terme.

Moving Forward

Mr. Speaker, the forthcoming capital budget will outline new steps we are taking to build strategic infrastructure – one of the four building blocks of our Prosperity Plan. I am pleased to inform the House that I will bring down a capital budget for 2002-03 on December 6, 2001.

On March 26, 2002, I will introduce the 2002-03 budget, which will take further steps to address the building blocks of our Prosperity Plan.

Mr. Speaker, we are committed to fiscal responsibility, in order to secure our economic and fiscal future. Making the tough but correct decisions today ensures a prosperous future for our children and grandchildren. Working together with the people of New Brunswick, this government is up to the challenge.

We will turn adversity into opportunity. By doing so we will truly transform New Brunswick into a more competitive and compassionate province. A better place to live, work and raise a family.

Thank you, Mr. Speaker.

Vers l'avenir

Monsieur le président, le prochain budget de capital décrira les nouvelles mesures que nous prenons pour bâtir l'infrastructure stratégique, qui est l'une des quatre composantes de notre plan pour la prospérité. J'ai le plaisir d'informer la Chambre que je présenterai le budget de capital pour 2002-2003 le 6 décembre 2001.

Le 26 mars 2002, je présenterai le budget de 2002-2003, qui comportera d'autres mesures visant les composantes de notre plan pour la prospérité.

Monsieur le président, nous nous sommes engagés à faire preuve de responsabilité financière afin d'assurer notre avenir économique et financier. Le fait de prendre aujourd'hui les décisions difficiles, mais les bonnes, assure un avenir prospère à nos enfants et à nos petits-enfants. En collaboration avec les gens du Nouveau-Brunswick, le gouvernement actuel est à la hauteur du défi.

Nous transformerons l'adversité en possibilités. Ce faisant, nous ferons vraiment du Nouveau-Brunswick une province plus compétitive et plus compatissante, un meilleur endroit où vivre, travailler et élever une famille.

Merci, Monsieur le président.

Appendix

Annexe

Budget Plan / Programme budgétaire
2001-2002
Millions / Millions
$

Budgetary Accounts / Comptes budgétaires	2001-2002 Budget Estimate 2001-2002 Prévisions budgétaires	2001-2002 November Update 2001-2002 Situation Novembre	Change Écart
Gross Ordinary Account Revenues / Recettes brutes au compte ordinaire	4,707.2	4,732.3	25.1
Gross Ordinary Account Expenditures / Dépenses brutes au compte ordinaire	4,725.5	4,771.2	45.7
Surplus (Deficit) on Ordinary Account / Excédent (Déficit) au compte ordinaire	(18.3)	(38.9)	(20.6)
Capital Account Recoveries / Recouvrements au compte de capital	20.9	18.0	(2.9)
Capital Account Expenditures / Dépenses au compte de capital	197.2	199.0	1.8
Net Capital Expenditures / Dépenses nettes au compte de capital	176.3	181.0	(4.7)
Special Purpose Account Revenues / Recettes au compte à but spécial	33.0	32.7	(0.3)
Special Purpose Account Expenditures / Dépenses au compte à but spécial	31.4	31.9	0.5
Surplus (Deficit) on Special Purpose Account / Excédent (Déficit) au compte à but spécial	1.6	0.8	(0.8)
Net Special Operating Agencies Revenues / Recettes nettes au compte des organismes de service spécial	36.1	36.1	-
Net Special Operating Agencies Expenditures / Dépenses nettes au compte des organismes de service spécial	38.3	38.3	-
Surplus (Deficit) on Special Operating Agencies / Excédent (Déficit) au compte des organismes de service spécial	(2.2)	(2.2)	-
Sinking Fund Earnings / Gains du fonds d'amortissement	230.0	230.0	-
(Increase) Decrease in Net Debt / (Augmentation) diminution de la dette nette	34.8	8.7	(26.1)
Total Budgetary Revenues / Recettes budgétaires totales	5,027.2	5,049.1	21.9
Total Budgetary Expenditures / Dépenses budgétaires totales	4,992.4	5,040.4	48.0
(Increase) Decrease in Net Debt / (Augmentation) Diminution de la dette nette	34.8	8.7	(26.1)
Total Budgetary Surplus (Deficit) / Total - Excédent (Déficit) budgétaire	34.8	8.7	(26.1)
Transfers (from) to Fiscal Stabilization Fund / Transfert (du) au Fonds de stabilisation financière	0.0	0.0	
Surplus (Deficit) for Fiscal Policy Purposes / Excédent (Déficit) aux fins de politique financière	34.8	8.7	

Note: Columns may not add due to rounding. / Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Gross Ordinary Revenue by Source / Recettes brutes au compte ordinaire par source
Thousands / Milliers
$

Own Source / De provenance interne	2001-2002 Budget Estimate 2001-2002 Prévisions budgétaires	2001-2002 November Update 2001-2002 Situation novembre	Change Écart
Taxes / Taxes et impôts			
Personal Income Tax / Impôt sur le revenu des particuliers	903,100	883,000	(20,100)
Corporate Income Tax / Impôt sur le revenu des corporations	158,000	158,000	0
Metallic Minerals Tax / Taxe sur les minéraux métalliques	3,000	3,000	0
Provincial Real Property Tax / Impôt foncier provincial	272,000	280,000	8,000
Harmonized Sales Tax / Taxe de vente harmonisée	691,000	665,000	(26,000)
Gasoline and Motive Fuel Tax / Taxe sur l'essence et les carburants	184,000	184,000	0
Tobacco Tax / Taxe sur le tabac	50,000	60,000	10,000
Pari-Mutuel Tax / Taxe sur le pari mutuel	60	60	0
Insurance Premium Tax / Taxe sur les primes d'assurance	25,800	28,400	2,600
Real Property Transfer Tax / Taxe sur le transfert de biens réels	3,000	3,000	0
Large Corporation Capital Tax / Taxe sur le capital des grandes corporations	32,000	32,000	0
Financial Corporation Capital Tax / Taxe sur le capital des corporations financières	8,400	8,400	0
Sub-Total: Taxes / Total partiel : taxes et impôts	2,330,360	2,304,860	(25,500)
Return on Investment / Produits de placements	156,207	134,607	(21,600)
Licenses and Permits / Licences et permis	94,872	94,872	0
Sale of Goods and Services / Vente de biens et services	83,664	83,664	0
Royalties / Redevances	59,560	59,560	0
Lottery Revenues / Recettes des loteries	80,031	90,031	10,000
Fines and Penalties / Amendes et intérêts de pénalités	1,711	1,711	0
Miscellaneous / Recettes diverses	14,153	14,153	0
Total: Own Source Revenue / Total : Recettes de provenance interne	2,820,558	2,783,458	(37,100)
Unconditional Grants - Canada / Subventions inconditionnelles - Canada			
Fiscal Equalization Payments / Paiements de péréquation	1,217,000	1,267,000	50,000
Canada Health and Social Transfer / Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	490,000	490,000	0
Harmonization Transitional Payment / Paiements transitoires d'harmonisation	0	0	0
Other / Autres	1,900	1,900	0
Sub-Total: Unconditional Grants - Canada / Total partiel : subvention inconditionnelles - Canada	1,708,900	1,758,900	50,000
Conditional Grants - Canada / Subventions conditionnelles - Canada	177,729	189,979	12,250
Total: Grants From Canada / Total : Subventions du Canada	1,886,629	1,948,879	62,250
Total: Gross Ordinary Revenue / Recettes brutes au compte ordinaire	4,707,187	4,732,337	25,150

Gross Budgetary Expenditure / Dépenses budgétaires brutes
Thousands / Milliers
$

Ordinary Account / Compte ordinaire	2001-2002 Budget Estimate 2001-2002 Prévisions budgétaires	2001-2002 November Update 2001-2002 Situation novembre	Change Écart
Agriculture, Fisheries and Aquaculture / Agriculture, Pêches et Aquaculture	24,690	25,092	402
Business New Brunswick / Entreprises Nouveau-Brunswick	44,957	44,839	(118)
Education / Éducation	720,099	719,349	(750)
Environment and Local Government / Environnement et Gouvernements locaux	48,864	48,799	(65)
Executive Council Office / Bureau du Conseil exécutif	4,419	4,397	(22)
Family and Community Services / Services familiaux et communautaires	686,394	679,413	(6,981)
Finance / Finances	80,346	80,026	(320)
General Government / Gouvernement général	240,094	244,571	4,477
Health and Wellness / Santé et Mieux-être	1,324,742	1,367,042	42,300
Intergovernmental Affairs / Affaires intergouvernementales	1,861	1,811	(50)
Justice / Justice	34,167	34,804	637
Legislative Assembly / Assemblée législative	15,182	14,801	(381)
Maritime Provinces Higher Education Commission / Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes	168,101	168,101	-
Natural Resources and Energy / Ressources naturelles et Énergie	88,630	91,500	2,870
Office of the Comptroller / Bureau du contrôleur	4,947	4,922	(25)
Office of Human Resources / Bureau des ressources humaines	5,595	5,515	(80)
Office of the Premier / Cabinet du premier ministre	1,179	1,173	(6)
Public Safety / Sécurité publique	89,098	92,698	3,600
Regional Development Corporation / Société de développement régional	44,161	44,161	-
Service of the Public Debt / Service de la dette publique	654,000	654,000	-
Supply and Services / Approvisionnement et Services	83,833	84,508	675
Tourism and Parks / Tourisme et Parcs	23,464	23,764	300
Training and Employment Development / Formation et Développement de l'emploi	203,572	202,789	(783)
Transportation / Transports	133,098	133,098	-
Total: Ordinary Account / Compte ordinaire	4,725,493	4,771,173	45,680
Total: Capital Account / Compte de capital	197,239	199,041	1,802
Total: Special Purpose Account / Compte à but spécial	31,390	31,919	529
Total: Special Operating Agencies / Organismes de service spécial	38,274	38,274	-
Grand Total / Total global	4,992,396	5,040,407	48,011